

UE-PO-USA-attaque,PREV

Israël-Palestine: les Quinze en mal de politique après le 11 septembre (ANALYSE)  
par Henri MAMARBACHI

PARIS, 13 déc (AFP) – Le rôle de l'Union européenne (UE) au Proche-Orient, une région où son influence est déjà minime, s'est notablement compliquée depuis les attentats du 11 septembre aux Etats-Unis et la priorité accordée à la lutte antiterroriste, estiment des analystes.

Adoptée lundi après de longues tractations, la déclaration des Quinze appelant pour la première fois le président palestinien Yasser Arafat à démanteler "les réseaux terroristes du Hamas et du Jihad islamique" traduit la situation difficile dans laquelle se trouvent les pays de l'UE.

"Tout a changé depuis les attentats du 11 septembre, et la nouvelle donne" créée par le ralliement autour des Etats-Unis des partenaires européens au sein de la coalition contre le terrorisme, reconnaît un diplomate occidental qui a requis l'anonymat.

Mercredi soir, les attentats contre des colons israéliens ont immédiatement suscité une condamnation commune des présidents français Jacques Chirac et américain George W. Bush.

"Je trouve dans la déclaration de l'UE un ton et un vocabulaire qui ressemblent beaucoup plus aux positions américaines qu'à celles des Européens, et je regrette que leur contribution majeure depuis le début de l'Intifada (l'envoi d'observateurs impartiaux, entérinée par le G8, NDLR) semble être tombée de leur agenda", a affirmé à l'AFP Leïla Shahid, déléguée générale de l'Autorité palestinienne en France.

Présentée comme un texte "équilibré", la déclaration des Quinze, d'inspiration allemande, frappe par la dureté de ton à l'adresse de M. Arafat.

Elle a provoqué --une fois n'est pas coutume --la satisfaction immédiate d'Israël et l'extrême embarras des Arabes et des Palestiniens, y compris Yasser Arafat qui l'a jugée "équilibrée" du bout des lèvres.

Seuls la Syrie et l'Iran ont publiquement décrié ce texte, affirmant qu'il fait bon marché de l'occupation israélienne et de l'Intifada qui en est le résultat, et qualifiant l'UE d'"exécutant" de la volonté des Etats-Unis et d'Israël.

Le texte demande à l'Autorité palestinienne "le démantèlement des réseaux terroristes du Hamas et du Jihad islamique, y compris l'arrestation et les poursuites judiciaires de tous les suspects", ainsi qu'"un appel public en langue arabe proclamant la fin de l'Intifada armée".

D'autre part, il demande à Israël "le retrait de ses forces militaires et l'arrêt des exécutions extrajudiciaires, la levée des bouclages et de toutes les restrictions infligées au peuple palestinien, le gel des implantations".

A Paris, on fait valoir que la diplomatie française avait bataillé dur, des jours durant, --après la vague d'attentats anti-israéliens sans précédent depuis le début de l'Intifada, qui a fait une trentaine de morts --pour éviter l'adoption d'un texte limité à un "catalogue" d'exigence adressées à la seule Autorité palestinienne.

Le texte final, explique-t-on, évoque le démantèlement "des" réseaux terroristes du Hamas et du Jihad, qui ne sont pas qualifiés formellement d'organisations terroristes, et appelle à la fin de "l'Intifada armée" en référence aux attaques anti-israéliennes, par opposition l'Intifada tout court, qui signifie soulèvement populaire.

Ces subtilités sémantiques agacent les milieux diplomatiques arabes à Paris où certains n'hésitent pas à qualifier le texte de "ridicule et déconnecté de la réalité".

"Les Européens donnent l'impression d'être prêts à toutes les compromissions pour sauver une place de strapontin (...) et ont l'air d'acquiescer à l'assimilation Hamas = ben Laden", estime Jean-François Legrain, chercheur français au CNRS, spécialiste des mouvements palestiniens.

Selon lui, la déclaration des Quinze traduit également leur "incompréhension de l'islamisme palestinien" tout en cédant à la facilité qui consiste à "suivre ce que les Israéliens veulent bien dire, et à ne voir dans ces deux mouvements que l'aspect violent et terroriste".

Depuis le 11 septembre, plusieurs pays de l'UE, en particulier la Grande-Bretagne mais aussi l'Allemagne ne veulent pas déplaire aux Etats-Unis et à Israël, reconnaît-on à Paris.

Débarassée de ses complexes historiques, Berlin s'était pourtant engagée avant les attentats du 11 septembre dans une diplomatie active au Proche-Orient, qui allait dans le sens souhaité par des pays comme la France.

"Depuis cette date tout a changé. Il n'y a plus désormais que les Américains, fort de leur récente +victoire+, et leurs vassaux", assène amer un diplomate arabe.

hm/dmc/fdv